

**Art. 20.** De kosten voortvloeiend uit deze procedure vallen ten laste van de partij waarvan het standpunt door de beslissing van de aangestelde arts wordt tegengesproken.

HOOFDSTUK VI. — *Bevallingsverlof*

**Art. 21.** Voor het bevallingsverlof moet een attest worden ingediend bij de dienst voor medisch toezicht, dat de hele duur van het bevallingsverlof dekt.

Dit attest wordt uiterlijk verstuurd op de dag die door de behandelende arts als begin van het bevallingsverlof wordt vastgesteld en vermeldt de voor de bevalling bepaalde datum.

Voor de miskramen vóór de 181e dag van de zwangerschap moet een bij artikel 4 bedoeld medisch attest worden ingediend.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 22.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 23.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 10 mei 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 96 — 1720

[S — C — 29218]

22 MAI 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
portant exécution du décret  
du 13 juillet 1994 relatif au Théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 13 juillet 1994 relatif au Théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse, notamment les articles 4, alinéa 3, 8, 9, § 2, et 18;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 19 juillet 1994;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 5 novembre 1994;

Vu l'avis du Conseil du Théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse donné le 20 juin 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 27 février 1995;

Sur la proposition du Ministre ayant la Culture dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française en date du 22 mai 1996;

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Généralités*

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Décret : le décret du 13 juillet 1994 relatif au Théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse;

2° Conseil : le Conseil du Théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse institué par le décret;

3° Ministre : le Ministre du Gouvernement de la Communauté française chargé de la Culture;

CHAPITRE II. — *Les subventions*

**Art. 2.** Le montant de la subvention pouvant être allouée à une compagnie conventionnée est de trois millions de francs au minimum et il est de trois millions de francs au maximum pour une compagnie agréée.

Après avis motivé du Conseil, le Ministre peut augmenter les montants maximum et minimum des subventions visées à l'alinéa 1er.

**Art. 3.** Les subventions octroyées aux compagnies et aux centres dramatiques leur sont versées en deux tranches :

1° la première, représentant 75 % de la subvention, dès après l'engagement et au plus tard pour le 30 avril;

2° le solde après réception des bilan, comptes et rapport d'activité de l'exercice écoulé, arrêtés au 31 décembre, et des programmes et budget de l'exercice en cours.

CHAPITRE III. — *L'agrément des compagnies*

**Art. 4.** La demande d'agrément est adressée par la compagnie au Conseil au plus tard le 31 mars de l'année qui précède la prise d'effet de l'agrément sollicité.

Le dossier de demande comporte les documents suivants :

1° les statuts de la compagnie et la composition de ses organes de gestion;

2° un rapport détaillé retraçant l'activité de la compagnie depuis au moins trois ans et justifiant le respect des conditions prévues à l'article 2, 1°, 2° et 3° du décret;

3° les bilan et comptes de recettes et dépenses du dernier exercice écoulé;

4° le budget et le programme d'activité de l'exercice en cours;

5° le projet artistique et financier de la compagnie pour les deux premières années de l'agrément sollicité.

Le Conseil remet son avis motivé sur la demande d'agrément avant le 30 septembre. Le Ministre se prononce sur la demande et notifie sa décision à la compagnie le 31 décembre au plus tard. L'agrément prend effet le 1<sup>er</sup> janvier qui suit la notification de la décision.

**Art. 5.** La compagnie introduit auprès du Conseil sa demande de renouvellement d'agrément au plus tard 12 mois avant son échéance.

La demande comporte un rapport d'activité et financier de la période d'agrément écoulée, les programmes et budget de l'exercice suivant, un projet artistique et financier détaillé pour la période de reconduction.

Le Conseil remet son avis motivé sur la demande de renouvellement de l'agrément au plus tard le 31 mars.

**Art. 6.** Après avoir pris l'avis motivé du Conseil, le Ministre peut suspendre l'agrément d'une compagnie qui ne respecte plus les conditions de celui-ci.

La compagnie dispose de trois mois à dater de la notification de l'arrêté de suspension pour faire valoir ses justifications, remédier à ses manquements ou formuler des propositions en vue d'y remédier, et ce auprès du Conseil. Après avoir pris l'avis motivé de celui-ci, le Ministre peut lever la suspension de l'agrément.

A défaut de réponse de la compagnie dans le délai visé à l'alinéa 2 ou si le Conseil émet un avis négatif sur le maintien de l'agrément, le Ministre peut décider du retrait de l'agrément. Celui-ci prend effet le 1<sup>er</sup> janvier qui suit la notification. La compagnie ne peut introduire une demande de nouvel agrément qu'à partir de l'année qui suit celle pendant laquelle la décision de retrait a pris effet.

#### CHAPITRE IV. — *La reconnaissance des compagnies comme théâtre conventionné*

**Art. 7.** La demande de reconnaissance comme théâtre conventionné est adressée par la compagnie au Conseil au plus tard douze mois avant la prise d'effet de la reconnaissance sollicitée.

Le dossier de demande comporte les documents suivants :

1° un rapport artistique et financier retraçant l'activité de la compagnie depuis au moins quatre ans et justifiant le respect des conditions prévues à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 2°, 4°, 6° et 7° du décret;

2° le budget et le programme d'activité de l'exercice suivant;

3° le projet artistique et financier de la compagnie pour les quatre années de la reconnaissance sollicitée, en ce compris, notamment, les propositions de la compagnie relatives aux éléments visés à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1° et 2° du décret.

Le Conseil remet son avis motivé sur la demande de reconnaissance avant le 30 septembre. Le Ministre se prononce et notifie sa décision à la compagnie le 31 décembre au plus tard. La reconnaissance prend effet le 1<sup>er</sup> janvier qui suit la notification.

**Art. 8.** La compagnie introduit auprès du Conseil sa demande de renouvellement de la reconnaissance au plus tard 15 mois avant son échéance. La demande comporte un rapport d'activité et financier de la période de reconnaissance écoulée, les programme et budget de l'exercice suivant, un projet artistique et financier pour la période de reconduction.

Le Conseil se prononce sur la demande de renouvellement de la reconnaissance au plus tard le 31 mars.

Lorsque la reconnaissance n'est pas renouvelée, le Ministre peut, à la demande de la compagnie et après avoir pris l'avis motivé du Conseil, lui accorder le bénéfice de l'agrément. La demande de renouvellement de la reconnaissance tient lieu de demande d'agrément.

**Art. 9.** Le contrat-programme porte les obligations minimales suivantes :

1° pendant la période de reconnaissance, créer au moins deux spectacles dont un doit être l'œuvre ou l'adaptation de l'œuvre d'un ou de plusieurs auteurs belges d'expression française;

2° donner pendant cette même période un minimum de deux cent représentations dont au moins cinquante pour cent en décentralisation et cinquante pour cent pour le public scolaire;

3° consacrer, en moyenne annuelle pendant cette période, trente pour cent minimum de ses dépenses à la rémunération des travailleurs du spectacle.

Après avoir pris l'avis motivé du Conseil, le Ministre peut renforcer ces obligations minimales.

**Art. 10.** Après avoir pris l'avis motivé du Conseil, le Ministre peut suspendre la reconnaissance d'une compagnie qui ne respecte plus les conditions de celle-ci.

La compagnie dispose de trois mois à dater de la notification de l'arrêté de suspension pour faire valoir ses justifications, remédier à ses manquements ou formuler des propositions en vue d'y remédier, et ce auprès du Conseil. Après avoir pris l'avis motivé de celui-ci, le Ministre peut lever la suspension de la reconnaissance.

A défaut de réponse de la compagnie dans le délai visé à l'alinéa 2 ou si le Conseil, la compagnie ayant été entendue, émet un avis négatif sur le maintien de la reconnaissance, le Ministre peut décider du retrait de celle-ci, ce qui entraîne la résiliation du contrat-programme. Le retrait prend effet le 1<sup>er</sup> janvier qui suit la notification.

#### CHAPITRE V. — *L'agrément des centres dramatiques*

**Art. 11.** L'association introduit sa demande d'agrément auprès du Conseil au plus tard douze mois avant la prise d'effet de l'agrément sollicité.

En plus de ce qui est prévu à l'article 15, 1°, 2°, 3° et 4° du décret, le dossier de demande comporte un rapport d'activité et financier de l'association justifiant la réalisation des missions reprises à l'article 14 du décret.

Le Conseil remet son avis motivé sur la demande d'agrément avant le 30 septembre. Le Ministre se prononce sur la demande et notifie sa décision à l'association le 31 décembre au plus tard. L'agrément prend effet le 1<sup>er</sup> janvier qui suit la notification de la décision.

Le centre introduit sa demande de renouvellement de l'agrément au plus tard 18 mois avant son échéance.

Le Conseil remet son avis motivé sur la demande de renouvellement d'agrément au plus tard le 31 mars.

**Art. 12.** Les modalités de suspension ou de retrait de l'agrément sont celles prévues à l'article 10.

CHAPITRE VI. — *Dispositions communes*

**Art. 13.** Les compagnies et centres agréés ou reconnus communiquent dans les meilleurs délais au Conseil toute modification à leurs statuts ou à la composition de leurs organes de gestion.

**Art. 14.** L'exercice social des compagnies et centres agréés ou reconnus doit correspondre à l'année civile.

Les compagnies et centres dramatiques déposent auprès du Conseil, suivant les formes que le Ministre détermine, leurs comptes, bilan, rapports de l'exercice écoulé, programmes et budget de l'exercice en cours pour le 31 mars au plus tard.

**Art. 15.** Lorsque son bilan présente un résultat à reporter déficitaire, la compagnie ou le centre est tenu de soumettre, avec ses comptes et budget, un plan d'assainissement financier par lequel il s'engage à assurer la résorption de son déficit cumulé en cinq exercices au plus. Le non-respect du plan peut conduire, après avis motivé du Conseil, au retrait de l'agrément ou de la reconnaissance au 1er janvier qui suit la notification.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires*

**Art. 16.** Les compagnies et centres dramatiques qui bénéficient d'une subvention annuelle de fonctionnement au moment de l'entrée en vigueur du décret et qui introduisent une demande de reconnaissance doivent, dans les six mois qui suivent celle-ci, déposer auprès du Conseil leurs bilan, comptes, rapport d'activité de l'exercice écoulé arrêtés au 31 décembre, ainsi que les projets de programme et de budget de l'exercice en cours.

Les compagnies qui bénéficient d'une subvention annuelle de fonctionnement pour la saison précédant l'entrée en vigueur du décret et qui introduisent une demande d'agrément doivent, dans les six mois qui suivent la prise d'effet de leur agrément, déposer auprès du Conseil leurs bilan, comptes et rapport d'activité de l'exercice écoulé arrêtés au 31 décembre, ainsi qu'un programme et le budget de l'exercice en cours.

Les articles 4, 7 et 11 ne sont pas d'application pour les compagnies et centres visés par le présent article durant les deux années qui suivent l'entrée en vigueur du décret.

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.  
Bruxelles, le 22 mai 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :  
Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,  
Ch. PICQUE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

[S - C - 29218]

N. 96 — 1720

**22 MEI 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 13 juli 1994 betreffende het kinder- en jeugdtheater**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 13 juli 1994 betreffende het kinder- en jeugdtheater, inzonderheid op de artikelen 4, leders 3, 8, 9, § 2, en 18;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 juli 1994;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 5 november 1994,

Gelet op het advies van de Raad voor het kinder- en jeugdtheater, gegeven op 20 juni 1994,

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 februari 1995;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid Cultuur behoort;

Gelet op de na de beraadslaging van 22 mei 1996 van de Regering van de Franse Gemeenschap genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° Decreet : het decreet van 13 juli 1994 betreffende het kinder- en jeugdtheater,

2° Raad : de Raad voor het kinder- en jeugdtheater ingesteld door het decreet;

3° Minister : de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met Cultuur.

HOOFDSTUK II. — *De toelagen*

**Art. 2.** De toelage die mag toegekend worden aan een gezelschap onderworpen aan een overeenkomst bedraagt ten minste drie miljoen frank en ten hoogste drie miljoen frank voor een erkend gezelschap.

Na gemotiveerd advies van de Raad, kan de Minister de maximale en minimale bedragen van de in lid 1 bedoelde toelagen verhogen.

**Art. 3.** De toelagen toegekend aan de toneelgezelschappen en -centra worden gestort in twee schijven

1° de eerste die 75 % van de toelage bedraagt, onmiddellijk na de vastlegging en uiterlijk 30 april,

2° het saldo na keuring van de balans, de rekeningen en het activiteitenverslag over het verlopen jaar, opgemaakt op 31 december, en van de programma's en de begroting van het lopend jaar.

HOOFDSTUK III. — *De erkenning van de gezelschappen*

**Art. 4.** De aanvraag tot erkenning wordt door het gezelschap aan de Raad gericht uiterlijk 31 maart van het jaar dat de uitwerking van de aangevraagde erkenning voorafgaat.

Het dossier betreffende de aanvraag bevat de volgende bescheiden :

- 1° de statuten van het gezelschap en de samenstelling van zijn beheersorganen;
- 2° een gedetailleerd verslag waarin de activiteiten van het gezelschap sinds ten minste drie jaar worden beschreven en waaruit duidelijk blijkt dat de voorwaarden voorzien in artikel 2, 1°, 2° en 3° van het decreet nageleefd worden;
- 3° de balans en rekeningen van de inkomsten en uitgaven van het verlopen jaar;
- 4° de begroting en het activiteitenprogramma van het lopend jaar;
- 5° het artistiek en financieel project van het gezelschap voor beide eerste jaren van de aangevraagde erkenning.

De Raad geeft voor 30 september zijn gemotiveerd advies te kennen over de aanvraag tot erkenning. De Minister brengt zijn advies uit over de aanvraag en deelt zijn beslissing uiterlijk 31 december aan het gezelschap mede. De erkenning heeft uitwerking met ingang van 1 januari volgend op de bekendmaking van de beslissing.

**Art. 5.** Het gezelschap dient zijn aanvraag tot hernieuwing van de erkenning uiterlijk 12 maanden voor de vervaldatum bij de Raad in.

De aanvraag bestaat uit een activiteiten- en financieel verslag over de verlopen erkenningsperiode, de programma's en de begroting van het volgend jaar, een gedetailleerd artistiek en financieel project voor de verlengingsperiode.

De Raad deelt uiterlijk 31 maart zijn gemotiveerd advies over de aanvraag tot hernieuwing van de erkenning mede.

**Art. 6.** Na het gemotiveerd advies van de Raad te hebben ingewonnen mag de Minister de erkenning van een gezelschap dat de voorwaarden ervan niet meer naleeft opschorten.

Het gezelschap heeft drie maanden tijd, te rekenen vanaf de notificatie van het besluit tot opschorting om zijn rechtvaardigingen te laten gelden, zijn tekorten te verhelpen of voorstellen te formuleren om ze te verhelpen, en dit bij de Raad. Na het advies van deze Raad te hebben ingewonnen, mag de Minister de opschorting van de erkenning intrekken.

Geeft het gezelschap binnen de in lid 2 bedoelde termijn geen antwoord of brengt de Raad een negatief advies uit over het behoud van de erkenning, dan mag de Minister beslissen de erkenning in te trekken. Deze erkenning heeft uitwerking met ingang van 1 januari volgend op de bekendmaking ervan. Het gezelschap mag slechts een aanvraag voor een nieuwe erkenning indienen vanaf het jaar dat volgt op dat waarin de beslissing tot intrekking uitwerking heeft gekregen.

HOOFDSTUK IV. — *De erkenning van de gezelschappen als toneelgezelschap onderworpen aan een overeenkomst*

**Art. 7.** De aanvraag tot erkenning als toneelgezelschap onderworpen aan een overeenkomst wordt door het gezelschap aan de Raad gezonden uiterlijk twaalf maanden vóór de uitwerking van de gevraagde erkenning.

Het dossier betreffende de aanvraag bevat de volgende bescheiden :

- 1° een artistiek en financieel verslag waarin de activiteiten van het gezelschap sinds ten minste vier jaar beschreven worden en waaruit duidelijk blijkt dat de voorwaarden voorzien in artikel 6, lid 1, 1°, 2°, 4°, 6° en 7° van het decreet werden nageleefd;
- 2° de begroting en het activiteitenprogramma van het volgend jaar;
- 3° het artistiek en financieel project van het gezelschap voor de vier jaren van de aangevraagde erkenning, met inbegrip, onder meer, van de voorstellen van het gezelschap betreffende de gegevens, bedoeld bij artikel 9, § 1, lid 2, 1° en 2° van het decreet.

De Raad geeft vóór 30 september zijn gemotiveerd advies te kennen over de aanvraag tot erkenning. De Minister spreekt zich uit en geeft uiterlijk 31 december aan het gezelschap kennis van zijn beslissing. De erkenning heeft uitwerking op 1 januari volgend op de notificatie ervan.

**Art. 8.** Het gezelschap dient bij de Raad zijn aanvraag tot hernieuwing van de erkenning in uiterlijk 15 maanden voor de vervaldatum ervan. De aanvraag bestaat uit een activiteiten- en financieel verslag over de verlopen periode van erkenning, het programma en de begroting van het volgend jaar, een artistiek en financieel project voor de verlengingsperiode.

De Raad spreekt zich uiterlijk 31 maart uit over de aanvraag tot hernieuwing van de erkenning.

Wanneer de erkenning niet wordt hernieuwd, mag de Minister, op het verzoek van het gezelschap en na het advies van de Raad te hebben ingewonnen, hem de erkenning toezeggen. De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning geldt als aanvraag tot erkenning.

**Art. 9.** In de programma-overeenkomst komen de volgende minimale verplichtingen voor :

- 1° tijdens de periode van erkenning, ten minste twee toneelstukken creëren, waarvan er een het werk of de adaptatie van het werk van een of verschillende Belgische Franstalige auteurs moet zijn;
- 2° gedurende diezelfde periode ten minste tweehonderd voorstellingen geven waarvan ten minste vijftig procent in gastvoorstelling en vijftig procent voor het schoolpubliek;
- 3° gedurende die periode een gemiddelde van dertig procent van deze uitgaven jaarlijks besteden aan de bezoldiging van de werknemers van het toneelspel.

Na het gemotiveerd advies van de Raad te hebben ingewonnen, mag de Minister deze minimale verplichtingen uitbreiden.

**Art. 10.** Na het gemotiveerd advies van de Raad te hebben ingewonnen, mag de Minister de erkenning van een toneelgezelschap dat de voorwaarden ervan niet meer naleeft, opschorten.

Het toneelgezelschap heeft drie maanden tijd te rekenen vanaf de notificatie van het besluit tot opschorting om zijn verantwoordigheden te laten gelden, zijn tekorten te verhelpen of voorstellen te formuleren om die te verhelpen, en dit bij de Raad. Na het gemotiveerd advies van de Raad te hebben ingewonnen, mag de Minister de opschorting van de erkenning opheffen.

Geeft het gezelschap binnen de in lid 2 bedoelde termijn geen antwoord of brengt de Raad, na het toneelgezelschap te hebben gehoord, een negatief advies uit over het behoud van de erkenning, dan mag de Minister beslissen de erkenning in te trekken, wat de opzegging van de programma-overeenkomst tot gevolg heeft. Deze erkenning heeft uitwerking met ingang van 1 januari volgend op de bekendmaking ervan.

#### HOOFDSTUK V. — *De erkenning van de toneelcentra*

**Art. 11.** De vereniging dient uiterlijk twaalf maanden voor de uitwerking van de aangevraagde erkenning haar aanvraag tot erkenning bij de Raad in.

Naast wat voorzien is bij artikel 15, 1°, 2°, 3° en 4° van het decreet, bevat het dossier van de aanvraag een activiteiten- en financieel verslag over de vereniging ter verantwoording van de verwezenlijking van de opdrachten vermeld bij artikel 14 van het decreet.

De Raad geeft voor 30 september zijn gemotiveerd advies te kennen over de aanvraag tot erkenning. De Minister spreekt zich uit over de aanvraag en geeft uiterlijk 31 december de vereniging kennis van zijn beslissing. De erkenning heeft uitwerking met ingang van 1 januari volgend op de notificatie van de beslissing.

Het centrum dient zijn aanvraag tot hernieuwing van de erkenning uiterlijk 18 maanden voor de vervaldatum ervan in.

De Raad brengt uiterlijk 31 maart zijn gemotiveerd advies over de aanvraag tot hernieuwing van de erkenning uit.

**Art. 12.** De modaliteiten inzake de opschorting of de intrekking van de erkenning zijn deze die bij artikel 10 zijn voorzien.

#### HOOFDSTUK VI. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

**Art. 13.** De erkende of toegelaten toneelgezelschappen en -centra delen zo vlug mogelijk alle wijzigingen aan hun statuten of aan de samenstelling van hun beheersorganen aan de Raad mede.

**Art. 14.** Het boekjaar van de erkende of toegelaten toneelgezelschappen en -centra moet overeenstemmen met het burgerlijk jaar.

De toneelgezelschappen en -centra dienen uiterlijk 31 maart bij de Raad, volgens de vormen die de Minister bepaalt, hun rekeningen, balans, verslagen over het verlopen jaar, programma's en begroting van het lopend jaar in.

**Art. 15.** Wanneer in de balans een tekort in het over te dragen resultaat wordt vastgesteld, is het gezelschap of het centrum verplicht een financieel saneringsplan samen met de rekeningen en de begroting voor te leggen waarbij het zich verbindt zijn gecumuleerd tekort in ten hoogste vijf jaar weg te nemen. De niet-naleving van het plan kan na gemotiveerd advies van de Raad de intrekking van de erkenning of van de erkenning op 1 januari volgend op de notificatie tot gevolg hebben.

#### HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 16.** De toneelgezelschappen en -centra die een jaarlijkse werkingstoelage genieten op het ogenblik van de inwerkingtreding van het decreet en die een aanvraag tot erkenning indienen, moeten binnen de zes maanden die erop volgen, bij de Raad hun balans, rekeningen, activiteitenverslag over het verlopen jaar, die op 31 december opgemaakt werden, indienen, alsook de ontwerpen van programma's en van begroting van het lopend jaar.

De gezelschappen die een jaarlijkse werkingstoelage genieten voor het seizoen dat de inwerkingtreding van het decreet voorafgaat en die een aanvraag tot erkenning indienen, moeten binnen de zes maanden die volgen op de uitwerking van hun erkenning, bij de Raad hun balans, rekeningen en activiteitenverslag over het voorbije jaar die opgemaakt werden op 31 december neerleggen, alsook een programma en de begroting van het lopend jaar.

De artikelen 4, 7, 11 zijn niet van toepassing voor de gezelschappen en de centra bedoeld bij dit artikel gedurende de twee jaren die volgen op de inwerkingtreding van het decreet.

**Art. 17.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.  
Brussel, 22 mei 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister van Cultuur en Permanente Vorming,  
Ch. PICQUE

## DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 96 — 1721

[S - C - 33056]

2. MARZ 1995. — Erlaß der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 22. März 1969 zur Festlegung des Statuts der Mitglieder des Direktions- und Lehrpersonals, des Erziehungshilfspersonals, des paramedizinischen Personals der staatlichen Einrichtungen für Vor-, Primar-, Sonder-, Mittel-, technischen, Kunst- und Normalschulunterricht und der von diesen Einrichtungen abhängenden Internate sowie der Personalmitglieder des mit der Aufsicht über diese Einrichtungen beauftragten Inspektionsdienstes

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juni 1964 über das Statut der Personalmitglieder des staatlichen Unterrichtswe-  
sens, insbesondere des zuletzt durch Dekret vom 17. Februar 1992 abgeänderten Artikels 1